



EDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES
BOURGOGNE

« Ce budget doit donner une priorité à la jeunesse » : ce sont les mots du Premier ministre le 16 janvier dernier.

Oui, pour la CFDT Éducation Formation Recherche Publiques, notre pays doit investir dans ses jeunes, c'est-à-dire dans son avenir.

Vous nous direz certainement que notre ministère est préservé relativement à d'autres dont les enveloppes budgétaires sont soumises à une rigueur beaucoup plus dure.

Cependant, le cadre budgétaire donné à l'Éducation nationale ne peut nous satisfaire.

Dégradation des conditions d'apprentissage des élèves avec des classes à plus de 30 en collège et un seuil de 36 pour les secondes en agglomération, sous-administration chronique, santé scolaire exsangue, difficulté à mettre en œuvre l'école inclusive dans de bonnes conditions pour les élèves et les personnels, intensification du travail et dégradation des conditions de travail des personnels de l'Éducation nationale. Le système éducatif est donc aujourd'hui très fragile et aurait grandement besoin de perspectives au-delà d'une année budgétaire, et de perspectives construites collectivement. **Nous le rappelons une fois de plus : il faut une programmation pluriannuelle pour inscrire dans le temps les évolutions démographiques et leur prise en compte dans les politiques éducatives et les politiques de ressources humaines et salariales.**

Nous attendons des gouvernants un changement de vision, moins rétrograde et plus réaliste pour une école adaptée aux élèves d'aujourd'hui et qui permette à toutes les agentes et tous les agents de retrouver du sens à leur travail, de sortir du vécu douloureux d'être contraints trop souvent de faire mal un travail qu'ils ont à cœur de bien faire dans l'intérêt des élèves. Il est plus que temps de profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'apprentissage des élèves, pour améliorer le climat scolaire avec des adultes disponibles, pour améliorer les conditions de travail des personnels ainsi que leur rémunération.

Nous appelons de nos vœux des politiques scolaires, articulées à des politiques de jeunesse au sens large, qui visent l'émancipation, l'inclusion, qui ne laissent aucun jeune sur le bord du chemin, l'estime de soi abîmée par des échecs qui leur semblent irrémédiables.

Cela requiert des professionnel·les disponibles pour accompagner les élèves que ce soit en classe ou en dehors de la classe. Ces mêmes professionnel·les ont aussi besoin de temps pour se concerter, pour analyser des situations professionnelles et trouver collectivement les meilleures solutions pour accompagner les réussites de tous les élèves. Ces professionnel·le.s ont aussi besoin de temps de supervision. Ces temps aujourd'hui ne sont pas organisés, ne sont pas reconnus ou trop peu. Cela enferme trop de nos collègues dans un isolement professionnel délétère. Cela suppose que les gouvernements successifs reconnaissent qu'investir dans la jeunesse, dans les jeunes, passe par le financement des emplois pour permettre à des professionnels de bien accompagner les parcours des jeunes dans ses différentes dimensions.

Le coup de rabet sur les postes, est oublieux du passif, du sous-encadrement par rapport à des pays équivalents au nôtre au sein de l'Union européenne ou de l'OCDE, de l'état

d'épuisement de nombre de professionnel·les et ne peut tenir lieu de politique ambitieuse pour l'École.

Plan 800 collèges : avec quels moyens ?

Le Ministre a annoncé un plan pour des collèges, des écoles qui accueillent une forte proportion d'élèves de milieux défavorisés sans pour autant être classés en éducation prioritaire, Il reste à voir quels moyens humains et organisationnels seront donnés à ces équipes, les personnels de ces établissements seront-ils reconnus dans leur expertise professionnelle, soutenus et non soumis à des injonctions réduisant leur travail à de l'exécution, accompagnés et non contrôlés a priori.

Pour la CFDT, cette politique ne peut se substituer ni à une politique d'éducation prioritaire, ni à la révision de l'arrêté de 2001 qui n'est plus conforme à la carte de la politique de la ville, ni à une politique résolue de mixité sociale et scolaire.

Pour terminer, le calendrier est tel que la tension est très forte pour préparer la rentrée scolaire 2026, mais Il est important de pouvoir conduire à la fois le dialogue social local et toutes les opérations collectives de manière respectueuse des conditions de travail des agents, de la capacité des organisations syndicales à jouer leur rôle à tous les niveaux. Il faut sans doute réorganiser et reprioriser le travail des personnels des services déconcentrés, et **ne pas prendre prétexte des élections municipales pour retarder le travail sur la carte scolaire**. Les personnels doivent avoir des informations suffisamment tôt quant aux suppressions de postes, et être accompagnés dans le processus pour les affecter à nouveau. Les personnels non titulaires doivent aussi être accompagnés et l'État employeur doit assumer ses responsabilités à leur égard.

Toutes les personnes qui se préparent aux différents concours de recrutement sont dans l'attente de la confirmation de la tenue de ces concours et du nombre de postes ouverts. Certaines se démotivent. Cela fait peser un risque accru sur la réussite du recrutement de personnels enseignants dont le système éducatif a grandement besoin.